

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Avis de convocation / avis de réunion

PATRIMMO CROISSANCE IMPACT

Société Civile de Placement Immobilier à capital variable
Siège social : 36 rue de Naples 75008 Paris
804 046 779 RCS PARIS

Avis de convocation à l'Assemblée Générale Mixte du 7 juillet 2025

L'Assemblée Générale Mixte de la SCPI PATRIMMO CROISSANCE IMPACT, réunie en première lecture le 26 juin 2025, n'a pu délibérer faute de quorum.

En conséquence, les associés de la SCPI PATRIMMO CROISSANCE IMPACT sont à nouveau convoqués en Assemblée Générale Mixte sur seconde lecture, le lundi 7 juillet 2025 à 09 heures 30, au siège social sis 36, rue de Naples 75008 Paris, en vue de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

De la compétence de l'Assemblée Générale Ordinaire

1. Approbation des comptes clos au 31 décembre 2024, sur le fondement des rapports de la société de gestion, du conseil de surveillance et du commissaire aux comptes, et constatation du capital
2. Quitus à la société de gestion
3. Quitus au conseil de surveillance
4. Revue du rapport spécial et approbation des conventions réglementées
5. Constatation et affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2024
6. Pouvoir donné à la société de gestion de fixer les montants de distributions de plus-value,
7. Approbation des valeurs de la part (valeur comptable, valeur de réalisation, valeur de reconstitution)
8. Autorisation de contracter des emprunts, de procéder à des acquisitions à terme, et de donner des garanties
9. Autorisation de vendre, céder ou échanger des éléments du patrimoine
10. Election de membres du conseil de surveillance
11. Non allocation de jetons de présence
12. Création d'un fonds de remboursement, délégation à la société de gestion de sa dotation effective et modification corrélative de la note d'information de la Société
13. Fixation des limites et critères d'utilisation et de fonctionnement du fonds de remboursement modification corrélative de la note d'information de la Société
14. Pouvoirs pour les formalités

De la compétence de l'assemblée générale extraordinaire

15. Réduction du capital social non motivée par des pertes par voie de réduction de la valeur nominale des parts sociales d'un montant de 399 € par part en circulation
16. Modalités de réalisation de la réduction de capital et délégation donnée à la société de gestion afin de constater la réalisation définitive de la réduction de capital, d'affecter le montant de cette réduction au compte de prime d'émission et mettre à jour les statuts et la note d'information
17. Modification des statuts afin d'y supprimer l'obligation d'approbation des valeurs de la part de la Société par l'assemblée générale conformément à la nouvelle rédaction de l'article L214-109 du Code monétaire et financier
18. Modification des statuts afin d'y supprimer l'autorisation du Conseil de surveillance afin de modifier les valeurs de la part sur rapport motivé de la société de gestion conformément à la nouvelle rédaction de l'article L214-109 du Code monétaire et financier

19. Extension de l'objet social conformément à la nouvelle rédaction de l'article L214-114 du Code monétaire et financier et modification corrélative des statuts
20. Précision des formes et modalités de transmission des ordres de retrait et modification corrélative des statuts et de la note d'information
21. Modification du nombre de membres pouvant siéger au conseil de surveillance conformément à la nouvelle rédaction de l'article L214-99 du Code monétaire et financier et modification corrélative des statuts
22. Suppression des quorums requis pour les décisions des associés conformément à la nouvelle rédaction des articles L214-103 et L214-107 du Code monétaire et financier et modification corrélative des statuts
23. Suppression du délai réglementaire de réception des formulaires de vote conformément à la nouvelle rédaction de l'article L214-105 du Code monétaire et financier et modification corrélative des statuts
24. Instauration de la faculté de tenir les assemblées générales des associés par moyen de télécommunication conformément au nouvel l'article L214-107-1 du Code monétaire et financier et modification corrélative des statuts
25. Pouvoirs pour les formalités

Les projets de résolutions ont été publiés dans le Bulletin des Annonces Légales Obligatoires n° 70 du 11 juin 2025.

Pour avis, la Société de Gestion : PRAEMIA REIM FRANCE « PREIM FRANCE ».